



Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Déclaration liminaire CTL du 18/11/19

Monsieur le Président,

Vous êtes le directeur départemental des Finances Publiques de l'Aveyron et à ce titre vous vous devez d'entendre ce que les agents des Finances Publiques du département de l'Aveyron expriment.

Le message est clair : les agents sont dans une écrasante majorité **pour l'abandon du projet des projets «géographie revisitée» et «démétropolisation» de la DGFIP.**

A la question : Souhaitez-vous l'abandon des projets «géographie revisitée» et «démétropolisation» de la DGFIP, les agents de l'Aveyron ont répondu **massivement** avec près de **90 % de taux de participation**. Et **très massivement, à 97 %**, ils ont voté **pour l'abandon de ces projets**.

La volonté des agents est donc clairement exprimée : l'abandon des projets «géographie revisitée» et «démétropolisation» de la DGFIP.

Voici la réponse qu'apportent les agents à Jérôme FOURNEL, notre Directeur Général, concernant les thématiques de SA feuille de route stratégique « renforcer l'adhésion des agents et mieux les accompagner » et « renforcer l'association des agents à la définition des orientations collectives pour que chacun puisse s'inscrire dans un projet d'évolution partagé ». C'est clair net et précis : il faut changer de stratégie et il faut changer de méthode.

Si la volonté de la Direction est réellement d'associer les agents et d'obtenir leur adhésion, c'est là aussi très simple : il abandonne le projet de géographie revisitée, stoppe les fermetures et saignées des effectifs et donne les moyens à notre administration d'assurer un service public de qualité. La qualité attendue est la présence d'agents pour répondre aux questions, accompagner les publics en difficultés loin de maîtriser les méandres d'internet.

Voilà le projet auquel les agents adhèrent : service public de qualité assuré par des agents reconnus pour leurs compétences. La revalorisation de la rémunération des agents est le premier facteur de reconnaissance. De même, le recrutement d'agents pour assurer un maillage indispensable à la cohésion et l'égalité des territoires est plus que nécessaire.

Monsieur le Président, ce que vous proposez pour l'Aveyron est l'exact opposé de ce que souhaitent les agents. On connaît la chanson, un haut fonctionnaire ça applique ce que demande le Directeur Général qui fait ce que le Ministre demande. Avec un zèle remarquable, vous faites le tour du département pour vendre la réforme du ministre, vantant autant de points bleus rouges et jaunes comme autant de nouveautés et d'ajouts de services. Mais personne n'est dupe, on ne fait pas plus de service public dans la ruralité avec moins d'agents compétents pour répondre aux attentes des usagers. Ces transferts d'activités sont autant de compétences qui s'en vont d'un territoire, autant de distance à parcourir pour un usager.

Et vous, Monsieur le Président, vous dites que c'est pour le mieux, que c'est pour le bien des agents, que les structures saignées sont trop petites et invivables en mélangeant des réalités à des omissions. Car lorsque vous dites qu'une structure à 2 ou 3 agents est invivable, bien sûr que c'est une réalité. Mais vous omettez systématiquement de dire que ces structures ont été mises dans cet état par des **vagues de suppressions de postes que vous avez vous-même organisées localement**. Alors encore une fois vous allez nous dire que c'est l'Assemblée qui vote les suppressions et que vous ne faites qu'appliquer...

Il est urgent de se reprendre en main. En effet, le département de la Marne a vu la signature de la première charte. Quel enfumage ! Pour des béni-oui-oui, c'est un nouveau monde merveilleux. On va avoir de la présence de la DGFiP là où il n'y en avait pas ou plus. Et oui, il ne faut pas oublier que l'on a supprimé à tour de bras des emplois et des services dans tous les départements. Quant aux jours de présence, là, pas de comparatif avec l'existant tellement ça diminue. Et pour les nouveaux points de contact, c'est quelques demie-journées par an ! Oui, on lit bien, pas par semaine ou par mois, mais par an... et encore quand ce n'est pas uniquement sur rendez-vous pendant la campagne. En général, quand un texte est plus explicite par ses annexes que par lui-même, c'est qu'il n'est pas bon.

On apprend de cette charte que le nombre de points de paiement en numéraire ne semble pas satisfaisant. En effet, un tiers de sites du département de la Marne sont répertoriés comme manquants, malgré la phase de concertation locale. Alors privatiser le recouvrement en numéraire chez les buralistes ne serait finalement pas la panacée ? Ne vous a-t-on pas déjà averti que ces derniers ne sont pas dupes ? Ce sont des commerçants : comme notre direction générale le fait elle-même, ils calculent entre les nouvelles rentrées financières que ce système leur procurerait et les charges que cela leur impose. Et comme le risque humain n'est pas quantifiable, le jeu en vaut-il la chandelle pour x fois 1,50 € ? Quant à nous, nous réaffirmons haut et fort, **à argent public, comptable public**.

Que les élus départementaux ou nationaux réfléchissent à deux fois : pensent-ils réellement que ces mesures vont dans le bon sens ? Supprimer du fonctionnaire est-il leur intérêt premier ? Qu'importe ce que pensent ceux qui les ont élus ? Et c'est

sur que des fonctionnaires, à la DGFIP, il en disparaît régulièrement. Les catégories les plus basses en savent quelque chose.

Vous l'aurez certainement compris, FODGFIP défend une fois de plus le service public de proximité, service public républicain qui est pour l'ensemble des citoyens aveyronnais un bien précieux. Le 14 novembre 2019, lors de la journée d'action où un tiers des agents aveyronnais étaient en grève, nous vous avons remis plus de 4000 signatures pour le maintien des services de la DGFIP aveyronnaise. Et ce, malgré votre droit de réponse imposé à la presse locale où vos arguments bateau n'arrivent pas à convaincre le contribuable d'une situation meilleure après la réforme, les citoyens apportent à chaque fois qu'ils le peuvent leur soutien aux agents des finances. Les maires, par des délibérations remises également ce jour là, veulent également apporter le soutien à leur réseau local. Ils ne veulent pas de vos simulacres de conseil nouveau, d'éloignement de leur population d'un service qu'ils savent utile à leurs administrés, et surtout les plus démunis. **Ni les agents, ni les élus, ni les usagers ne veulent de cette réforme.**

Monsieur le Président, vous êtes le directeur départemental, le Président du CHSCT, du CDAS, et à ce titre vous vous devez également d'écouter vos agents. **Vous vous devez de faire remonter à Bercy que la géographie revisitée et la démétropolisation c'est NON.** Vous devez faire remonter à Bercy que les agents de votre département sont épuisés par ces changements incessants, ce dénigrement constant et par ces conditions de vie au travail indignes de la grande administration que nous prétendons être.

Alors dans ces conditions, Monsieur le Président, on attend de vous le même zèle pour faire remonter les attentes de vos agents que pour répandre la bonne parole de Bercy.